

PRÉFECTURE DE SAÔNE-ET-LOIRE

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION
DES LIBERTÉS PUBLIQUES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

ARRÊTÉ

Bureau de l'environnement
et de la concertation locale

Arrêté préfectoral de mise en demeure

LE PREFET DE SAONE-ET-LOIRE
Chevalier de la légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du mérite

Société STOGAZ
ZI du Stand - rue du port
71000 MACON

N° 09-01323

VU le code de l'environnement, parties législative et réglementaire, et notamment son article L.514-1,

VU l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2007 portant prescriptions complémentaires à la Société STOGAZ, dont le siège social est situé Z.I. du Stand, rue du Port à 71000 MÂCON, pour les installations de son établissement sis à la même adresse, et notamment son article 1^{er} second tiret,

VU le rapport de M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Bourgogne, en date du 12 mars 2009,

CONSIDERANT que l'exploitant ne respecte pas les exigences de l'article 1^{er} second tiret (mise en place d'un dispositif de protection thermique des postes de chargement / déchargement camions) de l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 décembre 2007 précité,

SUR proposition de Mme la secrétaire générale de la préfecture

ARRETE

ARTICLE 1er -

En application de l'article L.514-1 du code de l'environnement, la Société STOGAZ, dont le siège social est situé Z.I. du Stand, rue du Port à 71000 MÂCON, est mise en demeure, pour son établissement sis à la même adresse, de respecter au plus tard pour le 30 avril 2009 les exigences de l'article 1^{er} second tiret (mise en place d'un dispositif de protection thermique des postes de chargement / déchargement camions) de l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 décembre 2007 susvisé.

ARTICLE 2 -

Délai et voie de recours (Article L.514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 3 -

Mme la secrétaire générale de la préfecture de la Saône et Loire, MM. le maire de MACON, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de la Région Bourgogne et le directeur de la Société STOGAZ sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté.

FAIT à MACON, le

30 MAR. 2009

LE PREFET,
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale de la
Préfecture de Saône-et-Loire

Mario-Françoise LECAILLON